Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 25 JANVIER 1872.

Modification des art. 59 et 60 du code pénal, relativement au cumul des peines.

DÉVELOPPEMENTS.

MESSIEURS,

La prohibition du cumul des peines était inconnue sous l'ancien régime ⁽¹⁾.

Lorsque les législateurs modernes réformèrent les lois criminelles, ils crurent devoir adopter le système interdisant le cumul. (Art. 40, tit. 7, loi 16-29 septembre 1791.)

Le Code du 3 brumaire an IV (art. 446), et les art. 365 et 379 du Code d'instruction criminelle conservèrent le même principe, qui fut en vigueur chez nous jusqu'en 1867.

Il faut le reconnaître, jamais il n'avait donné lieu à aucune fâcheuse conséquence, lorsque, entraîné par des considérations plutôt spéculatives que pratiques, le législateur belge changea cet ordre de choses qui avait fonctionné sans réclamation pendant soixante-dix ans.

On ne tarda pas à voir apparaître les inconvénients du nouveau régime.

On s'aperçut bientôt que le cumul des peines conduisait en pratique à une application pour ainsi dire mécanique de la loi qui embarrassait la justice et créait sans utilité des difficultés sérieuses. Souvent il est impossible de constater le nombre des délits. C'est ainsi qu'en matière de vols ou de détournements successifs, on ne peut guère vérifier à combien de reprises ont eu lieu les diverses soustractions. Comment veut-on qu'en pareille occurrence les juges infligent à chaque fait une peine particulière ?

D'un autre côté, il est souvent très-difficile de constater le nombre des délits distincts qui sont commis en même temps dans les rixes. Ce point soulève ordi-

(1) Loi 2, Digest. *de privatis delictis*. Jousse, *Justice criminelle*, t. II, n° 280 et 281 — FARINACIUS, quæst. 22, n° 2 et 3.

nairement des débats qui sont un véritable embarras pour la bonne administration de la justice (1).

Du reste, on a remarqué que le cumul des peines produit souvent des conséquences exorbitantes qui dépassent la modération à observer dans l'application des pénalités.

Les peines cumulées forment presque toujours un ensemble qui reflète une sévérité extraordinaire, excédant les limites de ce que réclame la justice. Sous ce rapport, il est certain que l'application de la peine la plus forte, qui peut être élevée jusqu'au double du *maximum*, satisfait aux exigences de la vindicte publique et à toutes les nécessités de la légitime répression. On ne voit donc pas à quel titre l'on doive s'écarter de ce principe salubre pour se jeter dans des théories abstraites qui n'ont aucune utilité pratique.

La législation interdisant le cumul est fondée sur une raison d'équité conforme aux idées modernes et qui tend à faire modérer de plus en plus la rigueur des lois répressives.

Il est, du reste, plus rationnel, pour l'application de la peine, de considérer l'ensemble des délits commis par la même personne, parce que souvent les diverses infractions ont entre elles une corrélation intime et influent les unes sur les autres.

C'est d'après cet ensemble qu'on peut souvent apprécier avec plus de vérité s'il existe des circonstances aggravantes ou atténuantes, et quelle peine doit être appliquée à l'auteur des faits délictueux.

Le système du cumul des peines considère les diverses infractions imputables à la même personne comme si elles étaient l'œuvre d'individualités distinctes, ce qui est contraire aux vrais principes en matière pénale.

Il y a plus, la législation du code pénal de 1867 fait naître des difficultés qu'il importe de prévenir à l'avenir.

C'est ainsi qu'on se demande si, pour l'application de la peine de la récidive édictée par l'art. 56 du code pénal, on doit cumuler les diverses peines d'emprisonnement prononcées par un seul et même jugement et si, quand la totalité atteint une année, il y a lieu à l'application de la disposition ci-dessus mentionnée.

Même question se présente dans les cas prévus par l'art. 1^{er}, § 2, de la loi du 20 décembre 1852, l'art. 9 de la loi du 12 mars 1858, ainsi que dans les hypothèses énoncées aux art. 54 et 63 de la loi du 3 juin 1870 sur la milice.

Toutes ces difficultés disparaissent lorsqu'on se tient aux règles en vigueur sous l'empire du code d'instruction criminelle de 1809 (2).

(1) Arrêt de la cour de Liège du 21 mars 1868 (*Jurispr. du XIX^e siècle*, 1868, partie 2, p. 147 et 148).

(2) D'autres inconvénients ont été signalés dans une dissertation de M. Braas, conseiller à la cour de Liège (*Belgique judiciaire* du 14 septembre 1871, p. 1170 et suivantes). Voir aussi arrêt de la cour de Liège du 12 juin 1869 et arrêt de la cour de Bruxelles du 10 juin même année, *Jurisprudence du XIX^e siècle*, 1869, partie 2, p. 407. Voir encore art. 56 § 2 et art. 92 § 2 du Code pénal. Convention franco-belge du 29 avril 1869, n° 58 § 4.

L'art. 502 § 2 du code pénal offre un exemple tout particulier des anomalies auxquelles donne lieu le cumul des pénalités.

L'auteur de la falsification des denrées ou boissons propres à l'alimentation est privé de sa patente s'il a encouru une condamnation de plus de six mois.

Qu'arrivera-t-il s'il y a quatre condamnations de plus d'une durée de deux mois chacune pour quatre délits distincts de la nature dont il s'agit?

Dans le système du cumul des peines, la patente ne sera pas retirée au coupable, et il faut convenir que c'est là une véritable énormité.

D'un autre côté, le cumul des peines, en ce qui concerne les délits, a fait naître des anomalies regrettables que l'expérience a révélées.

C'est ainsi qu'en cas de concours de plusieurs crimes, la peine la plus forte est seule prononcée (art. 62 du code pénal); mais si ces crimes dégénèrent en délits à raison de circonstances atténuantes, qui permettent de n'appliquer que des peines correctionnelles, alors il y a *obligation* pour les cours et tribunaux de cumuler les peines, de sorte que l'existence de circonstances atténuantes rend la position du prévenu plus défavorable que si la qualification de crimes imprimée aux faits avait été maintenue (1).

Disons, du reste, que les magistrats qui ont appliqué le code pénal de 1867, depuis sa publication, s'accordent à reconnaître que le système du cumul des peines présente des inconvénients sérieux qui doivent le faire rayer de la législation.

Tels sont les motifs qui ont dicté notre proposition.

Le changement que doit subir l'art. 60 du code pénal a pour conséquence de nécessiter une rédaction nouvelle de l'art. 59.

Nous avons cru devoir laisser subsister le cumul des *amendes* en cas d'une ou plusieurs contraventions réunies à un délit, parce que cet état de choses ne donne pas lieu aux mêmes conséquences fâcheuses que dans le cas où il y a cumul des peines de l'emprisonnement correctionnel et parce que d'ailleurs les amendes en matière de contravention sont réduites à des proportions telles, que leur cumul ne peut jamais produire des résultats exagérés (2).

Nous espérons que la Chambre donnera son assentiment à une proposition que les hommes pratiques réclament avec instance et qui a pour but de faire disparaître du code pénal une disposition qui dépare cette œuvre législative.

X. LELIÈVRE.

(1) Arrêt de la cour de Bruxelles du 4 septembre 1868. *Jurispr.* XIX^e siècle, 1868, part. 2, p. 544. — Arrêt de la cour de Liège du 8 mai 1868 (*Pasicrisie*, 1868, pag. 252). — NYBELS, *Code pénal interprété*, art. 1^{er}, n° 2, *ibid.* — Loi du 4 octobre 1867, art. 5, n° 5.

(2) Du reste, déjà sous l'empire du Code d'instruction criminelle, l'on jugeait que la prohibition du cumul des peines ne s'étendait pas aux contraventions de police. (*J. du Palais*, arrêts de la cour de cassation de France du 6 août 1850 et du 7 juin 1842, chambres réunies.)

Voir aussi LEGRAVENEND, t. II, p. 266.

PROPOSITION DE LOI.

ARTICLE UNIQUE.

Les art. 59 et 60 du code pénal sont remplacés par les dispositions suivantes :

ART. 59. En cas de concours d'un délit avec une ou plusieurs contraventions, toutes les amendes et la peine de l'emprisonnement correctionnel seront prononcées cumulativement, sans que les peines pécuniaires puissent excéder le double du maximum de la peine la plus élevée.

ART. 60. En cas de concours de plusieurs délits, la peine la plus forte sera seule prononcée.

Cette peine pourra même être élevée au double du maximum.

Fait à Bruxelles, le 16 janvier 1872.

X. LELIÈVRE.